

# CRISE ET SORTIE DE CRISE DANS LE SEPTENTRION MALIEN

## Contribution



AMAFINU  
Association Malienne  
des Anciens Fonctionnaires Internationaux  
des Nations Unies

# **CRISE ET SORTIE DE CRISE DANS LE SEPTENTRION MALIEN**

*Contribution*

MARS 2016

AMAFINU

**CRISE ET SORTIE DE CRISE DANS LE SEPTENTRION MALIEN**

Photos de couverture :

AFP PHOTO/ AFP/STR, Malijet.com, Malinet, VisoTerra

Maquette et impression :

Imprim Color Bamako • [imprimcolor@orangemali.net](mailto:imprimcolor@orangemali.net)

## SOMMAIRE

Avant-propos .....	5
Abréviations .....	7
<b>Chapitre I.</b> Introduction .....	8
<b>Chapitre II.</b> Causes profondes et relations sous-jacentes des crises récurrentes du septentrion Malien .....	10
<i>A. Causes liées à la faible gouvernance et à la déliquescence de l'État ...</i>	11
<i>B. Causes liées aux survivances et aux changements     dans les fondements sociaux, traditionnels et culturels .....</i>	12
<i>C. Causes liées à la quête d'identité et d'équité .....</i>	12
<i>D. Causes liées aux enjeux stratégiques, géopolitiques,     économiques nationaux, sous-régionaux et internationaux .....</i>	13
<i>E. Causes liées à l'environnement naturel, physique et économique ...</i>	13
<i>F. Causes liées à la criminalité internationale,     sous-régionale et nationale .....</i>	13

**Chapitre III.** Différentes options de sortie de crise ..... 15

*A. Sécession avec création d'un État indépendant  
        dans le Nord du Mali, appelé Azawad* ..... 16

*B. Formation des États Unis du Mali* ..... 16

*C. Atomisation du territoire du Mali  
        en plusieurs États indépendants* ..... 16

*D. Maintien du statu quo actuel* ..... 16

*E. Décentralisation poussée et régionalisation* ..... 17

**Chapitre IV.** Paix et réconciliation nationale au Mali ..... 19

*A. Mission exploratoire* ..... 19

*B. Autoportrait du Mali* ..... 20

*C. Obstacles à la Paix* ..... 21

*D. Pistes de solutions préliminaires* ..... 22

**Chapitre V.** Une gouvernance politique, économique, sociale,  
    sécuritaire et de défense nouvelle ..... 24

**Chapitre VI.** Conclusion ..... 32

## **AVANT-PROPOS**

Notre Pays est secoué, depuis 2012, par une nouvelle crise qui perdure et dont les conséquences sont énormes pour nos populations en général et celles du Nord en particulier.

Cette crise, qui surgit périodiquement depuis 1963, menace l'intégrité du territoire, la vie des populations et le développement économique du Mali.

L'AMAFINU (Association Malienne des Anciens Fonctionnaires Internationaux des Nations Unies) a décidé d'accompagner et d'apporter sa contribution aux efforts de consolidation de la paix en engageant un processus de réflexion sur les origines et les causes de la crise.

L'AMAFINU est une association apolitique et à but non lucratif, qui a été créé en novembre 1999 par d'anciens fonctionnaires internationaux maliens de plusieurs agences des Nations Unies.

Ces Anciens Fonctionnaires Internationaux des Nations Unies ont occupé des fonctions très importantes au Mali et, ensuite, au sein du Système des Nations Unies. Les plus anciens ont participé à l'installation des fondations du Mali indépendant. Certains, à travers leur carrière

internationale, ont travaillé dans des pays en crise et ont participé à la résolution de ces crises.

Aussi, des membres de l'association, Ahmar Touré, Oumar Sako, Mariam Coulibaly Ndiaye, Aoua Paul Diallo Diawara et Abdoulaye Niang, ont-ils mené des sessions de brainstorming pour réfléchir et répertorier les causes de cette crise récurrente.

Ils ont ensuite examiné les possibilités de sortie de crise et les voies pour une paix et une réconciliation durables.

Les résultats de ce travail sont résumés dans le présent document. Puissent ces recommandations participer à la résolution définitive des crises récurrentes dans le Nord de notre Pays.

*La Présidente de l'AMAFINU*  
Dr Daoulé Diallo Ba

## **ABRÉVIATIONS**

<b>ADR</b>	Agence de développement régionale
<b>AMAFINU</b>	Association malienne des anciens fonctionnaires internationaux des Nations Unies
<b>CEDEAO</b>	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
<b>CSA</b>	Comité de suivi de l'Accord
<b>FCFA</b>	Francs de la Commission financière de l'Afrique
<b>IMRAP</b>	Institut malien de recherche action pour la Paix
<b>MINUSMA</b>	Mission multidimensionnelle intégrée pour la stabilisation au Mali
<b>MNLA</b>	Mouvement national de libération de l'Azawad
<b>OCRS</b>	Organisation commune des régions sahariennes
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>PME</b>	Petites et moyennes entreprises
<b>PMI</b>	Petites et moyennes industries



# Chapitre I

## INTRODUCTION

Le Mali a connu, en janvier 2012, une crise institutionnelle et sécuritaire sans précédent, déclenchée par le MNLA (Mouvement National de Libération de l'Azawad) et des terroristes narcotrafiquants et djihadistes. Cela a contribué à entraîner l'effondrement de l'État, la débâcle des forces armées et de sécurité ainsi qu'un sentiment d'humiliation chez les populations.

Une partition de fait du pays en a résulté et les territoires des trois régions du Nord et une partie de la région de Mopti déclarées indépendantes et appelées « Azawad ».

A cette situation s'est ajoutée le coup d'état de mars 2012 et le déplacement massif de populations à l'intérieur du pays et vers les pays voisins entraînant des charges nouvelles et imprévues pour les familles et les pays d'accueil.

La CEDEAO, l'Union Africaine et la Communauté Internationale sont intervenues pour appuyer le Mali dans la restauration de son environnement institutionnel. C'est ainsi que les rencontres de Ouagadougou furent initiées et sanctionnées par des accords, que des institutions de transition furent mises en place, que des élections présidentielles et législatives furent organisées, que le dialogue se poursuivit à Alger aboutissant à ce qu'il convient d'appeler « Accord pour la Paix et la

Réconciliation au Mali issu du Processus d'Alger », signé à Bamako les 15 mai 2015 et parachevé le 20 juin de la même année.

La mise en application de cet Accord se poursuit non sans difficultés dans un contexte d'insécurité, d'instabilité, de crise économique caractérisée par la récession et le chômage massif des jeunes.

Le Mali a certes connu des rébellions successives depuis son accession à l'Indépendance mais la spécificité de celle-ci réside dans :

- d'une part, les caractéristiques de la crise :
  - La qualité des acteurs (rebelles sécessionnistes, djihadistes, narcotrafiquants) ;
  - L'étendue et le risque pour la sous-région ;
- d'autre part, la nature des réponses apportées :
  - La forte implication de la Communauté Internationale ayant amené les Nations Unies à mettre en place la Mission Multidimensionnelle intégrée pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA) avec une force de 12 000 éléments ;
  - Les pourparlers souhaités inclusifs ;
  - La mise en place d'un Comité de Suivi de l'Accord (CSA), qui doit assurer que la sauvegarde du caractère républicain, laïc et unitaire de l'État demeure une priorité.

# *Chapitre II*

## **CAUSES PROFONDES ET RELATIONS SOUS-JACENTES DES CRISES RECURRENTES DU SEPTENTRION MALIEN**

L'AMAFINU a procédé à un brainstorming sur la crise actuelle et des précédentes et mis en exergue certaines causes profondes ainsi que des relations sous-jacentes afin de proposer des réponses et solutions pérennes.

Sur la base de cette analyse, l'AMAFINU, après avoir appréhendé le concept de paix, énonce une série non exhaustive, commentée, d'options de sortie de crise, et propose des mesures d'amélioration de la gouvernance.

La liste non exhaustive des raisons causales, rassemblées selon une vision objective et holistique de la situation peut se résumer comme suit:

### *A. Causes liées à la faible gouvernance et à la déliquescence de l'État*

- L'affaiblissement de la gouvernance centrale depuis quelques décennies ;
- L'absence ou le manque de clarté dans la vision stratégique au niveau central ;
- L'échec ou les résultats mitigés de la politique de décentralisation annoncée en 1993 (faible niveau de transfert de ressources financières, humaines et matérielles vers les communes, concentration des décisions à Bamako, faible niveau d'organisation des communes, etc.) ;
- L'échec patent des projets de développement du nord (plusieurs centaines de milliards de francs CFA) mal gérés et suivis qu'il conviendrait d'auditer ; l'absence totale d'une politique de communication des autorités sur la question du Nord, une situation dont ont profité les rebelles pour inonder les réseaux sociaux de contre-vérité et de messages séditions ;
- Une insécurité humaine et sociale (chômage des jeunes, absence de protection sociale, instabilité économique et accès limité aux soins de santé et à l'éducation, violences sous diverses formes, etc.) ;
- Les exécutions extrajudiciaires, la non-exécution des accords antérieurs, l'achat de la paix par des libéralités faites aux chefs rebelles ;
- L'inefficacité générale des forces armées et de sécurité due, d'une part à leur impréparation, aux mauvais équipements, au manque de motivation dans un environnement hostile et sur un théâtre de guerre très vaste avec des combattants ennemis se dissimulant dans des communautés meurtries, et d'autre part à une quasi inexistence d'une stratégie efficace de défense du territoire ;

- L'impunité résultant de l'amnistie accordée aux auteurs de crimes de guerre et contre l'humanité, d'où l'encouragement à la récidive.

***B. Causes liées aux survivances et aux changements dans les fondements sociaux, traditionnels et culturels***

- La destruction avancée de la famille traditionnelle, creuset de transmission des valeurs par le discours et le comportement. D'où une perte des valeurs sociales et culturelles, de modèles positifs ainsi qu'un délitement du rôle des parents ;
- L'impact des rancœurs, des humiliations, des bavures, des amalgames, des règlements de compte, des perceptions stéréotypées des communautés les unes vis-à-vis des autres ;
- Une pratique traditionnelle de la transhumance affectant négativement la scolarité des enfants en milieu nomade et l'état sanitaire et nutritionnel déplorable des populations ;
- La survivance en milieu Arabo-Touareg des séquelles d'une société féodale très stratifiée (seigneurs, vassaux, serviteurs) où le rapport des forces intra et intertribales se règle par les armes.

***C. Causes liées à la quête d'identité et d'équité***

- La quête d'identité d'une partie des populations entrées en rébellion et l'exigence d'une meilleure redistribution des ressources nationales par les groupes armés qui prétendent parler au nom de toutes les populations du nord ;
- Un État central souvent perçu comme un agresseur extérieur (les conflits armés avec l'état central ont souvent été utilisés pour apaiser les tensions intercommunautaires).

***D. Causes liées aux enjeux stratégiques, géopolitiques, économiques nationaux, sous-régionaux et internationaux***

- La prise de position de bon nombre de pays et d'institutions à propos de cette crise, qui restent tributaire d'informations erronées ;
- Les séquelles des tentatives de l'ancienne puissance coloniale datant de bien avant l'Indépendance, et visant à créer une Organisation Commune des Régions Sahariennes (O CRS) qui aurait débouché sur la création d'un État indépendant ;
- Les effets des tentatives de déstabilisation à peine voilées dont le pays fait l'objet (caractère stratégique de certains sites, richesses minières, pétrolière et gazière dont il regorge).

***E. Causes liées à l'environnement naturel, physique et économique***

- L'impact des calamités naturelles et la disparition progressive des écosystèmes ;
- L'enclavement prononcé de la zone nord du pays, des autres zones arides et du plateau Dogon, et le déficit réel en matière d'infrastructures de base ;
- La faible densité numérique, qualitative et stratégique de la présence de l'État dans cette partie Nord.

***F. Causes liées à la criminalité internationale, sous-régionale et nationale***

- La prolifération des armes légères, de trafics transfrontaliers divers et variés et le développement d'une industrie de la prise d'otages notamment de touristes ;

- Le blanchiment de l'argent de la drogue qui transite par le septentrion à travers les succursales de nos banques d'affaires notamment à Gao et l'investissement massif dans l'immobilier ;
- Les déserteurs qui grossissent les rangs des groupes armés et qui, par la suite, sont réintégrés dans les forces armées et de sécurité nationale à des grades supérieurs ainsi que la non application de la loi martiale.

## *Chapitre III*

### **DIFFÉRENTES OPTIONS DE SORTIE DE CRISE**

L'analyse des causes profondes de la crise au Mali suggère que l'Accord d'Alger, qui fera l'objet pour son suivi de discussions en mars 2016, laisse entrevoir plusieurs options de sortie de crise, dont les suivantes :



*A. Sécession avec création d'un état indépendant dans le Nord du Mali, appelé Azawad*

Il s'agit de la demande première des groupes armés qui a été rejetée par la quasi-totalité des populations maliennes et la communauté internationale qui reconnaissent un **Mali Un et Indivisible**, républicain et laïc.

L'Azawad étant une entité purement géographique sans aucune connotation politique.

*B. Formation des États Unis du Mali*

Cette option laisserait naître une union d'États plus responsables et comptables avec chaque État, en capacité de répondre à la demande sociale du citoyen (forme rejetée majoritairement par la population malienne).

*C. Atomisation du territoire du Mali en plusieurs États indépendants*

Les risques encourus : conflits permanents pour la délimitation du territoire, partage des ressources entre entités (l'exemple de la partition du Soudan devrait permettre de tirer des leçons).

*D. Maintien du statu quo actuel*

Il s'agit d'un État théoriquement décentralisé, mais dont l'essentiel des ressources reste reparti de manière non équitable, avec une forte concentration dans la capitale.

Par ailleurs, les réponses anciennes, pour mettre fin aux cycles de rébellions qui ont échoué, risquent d'être répliquées et d'entraîner un nouveau cycle de rébellions (*statu quo* inacceptable).

### *E. Décentralisation poussée et régionalisation*

Il s'agit d'une régionalisation responsable et comptable où chaque région est en capacité de répondre à la demande de ses ressortissants (de dignité retrouvée, de restauration de la grandeur de la société, de croissance économique, sociale et culturelle et de prospérité partagée pour tous dans la stabilité, la paix et la sécurité).

Cette option retenue par l'Accord pour la Paix et la Réconciliation, issu du processus d'Alger pour être opérationnelle, exigera entre autres de :

- Définir concrètement les contours du concept de régionalisation ;
- Définir les pouvoirs spécifiques de toutes les entités (région, préfecture, sous-préfectures, villages, fractions, etc.) dans tous les domaines ;
- Définir des mécanismes de rétro information permettant de s'assurer de l'équilibre entre pouvoirs, notamment législatif et exécutif ;
- Procéder à une relecture de la Constitution et s'assurer de la conformité de ce nouveau dispositif avec le texte fondamental et procéder de façon concertée aux aménagements nécessaires ;
- Revoir et réorganiser la coopération décentralisée ;
- Définir de nouveaux modes de fonctionnement des entités territoriales (mutualisation des ressources, investissements communs mutuellement bénéfiques, mécanismes de renforcement du cadre institutionnel pour une meilleure gouvernance) ;
- Définir et délimiter les articulations des Agences de Développement Régionales (ADR) avec le Conseil régional, les collectivités et les programmes et projets de développement ;

- Mettre en œuvre (vu la montée en puissance de la guerre asymétrique par les mouvements terroristes depuis la signature des Accords d'Alger) la Résolution 2100 du 25 avril 2013 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, relative au renforcement du mandat de la MINUSMA et de ses moyens humains, matériels et logistiques.

En lien avec ces options de sortie de crise, il est bon de retracer dans le chapitre IV, une expérience intéressante initiée au Mali par Interpeace (ONG internationale œuvrant dans la paix et la réconciliation).

# Chapitre IV

## PAIX ET RÉCONCILIATION NATIONALE AU MALI

### *A. Mission exploratoire*

Interpeace a entrepris, en 2012, une mission exploratoire à travers un processus consultatif auprès de 300 interlocuteurs et de représentants de la communauté internationale.

**Cette mission visait deux objectifs :**

- Examiner la pertinence et la faisabilité d'un processus de dialogue inclusif à partir de la base, en engageant la société civile malienne du Sud et du Nord pour développer une vision commune sur l'avenir du Septentrion ;
- Déterminer le domaine où l'approche inclusive, participative, à long terme d'Interpeace peut contribuer durablement au renforcement des capacités de la société et de l'État à faire face à la crise sans violence.

**Les consultations menées ont permis d’atteindre plusieurs objectifs, notamment :**

- D’approfondir la compréhension des causes profondes et des dynamiques de la crise et la manière dont elle affecte certains des pays de la sous-région visités ;
- D’identifier et de valider auprès des Maliens, une série de priorités de fond mises en évidence par la crise, et permettant de consolider la paix et la cohésion sociale ;
- De définir les piliers d’une potentielle intervention d’Interpeace à savoir :
  - contribuer au renforcement des capacités de la société et de l’État à faire face à la crise et à la violence ;
  - offrir un espace ou une plateforme neutre de dialogue inclusive de portée nationale et d’ancrage local, complétant les processus de médiation officiels de haut niveau en cours, et permettant aux différents groupes et secteurs de la société d’aborder librement et ouvertement les questions conflictuelles, liées à la crise actuelle et à celles du passé ;
  - travailler sur les priorités identifiées par les Maliens, eux-mêmes, dans un cadre à long terme ;
  - impulser, dans une deuxième étape, la mise en place sous forme d’une association en octobre 2013, de l’Institut Malien de Recherche Action pour la Paix (IMRAP), ainsi que de son programme « Agenda pour la Paix, la Réconciliation et la Cohésion sociale ».

***B. Autoportrait du Mali***

Dans le cadre du programme « Agenda pour la Paix, la Réconciliation et la Cohésion sociale » (novembre 2013 à décembre 2014), l’IMRAP, en partenariat avec Interpeace, a organisé des rencontres entre les Maliens,

au Mali et dans les camps de réfugiés, au Niger et en Mauritanie, pour les amener à faire leur autoportrait sur les obstacles à la paix.

Intitulé « Autoportrait du Mali – Les Obstacles à la Paix », le Rapport issu de ces consultations a été validé en janvier 2015, au cours d’une Conférence nationale, ayant réuni plus de 180 participants, et produit un film documentaire.

### **Définitions :**

Le cadre conceptuel du programme « Agenda pour la Paix » donne les définitions suivantes pour les mots « **conflit** » et « **paix** ».

- **Conflit** : le conflit est compris comme la confrontation d’intérêts, d’idées et d’intentions différents, phénomène intrinsèque à toute vie sociale et politique;
- **Paix** : la paix est comprise non pas comme la simple absence de violence, mais plutôt comme la prédominance d’un cadre de relations sociales et politiques dépourvues de toute coercition ou violence, permettant aux individus ou aux groupes de pourvoir à leurs besoins et de répondre à leurs aspirations sans crainte, en toute justice et sécurité.

*Ces définitions peuvent être complétées par celles de certaines personnalités de renom qui considèrent tous que la Paix est une denrée précieuse à nourrir, à entretenir et à protéger. Il s’agit de Nelson Mandela, Albert Einstein, Lyndon B. Johnson, Ronald Reagan, Jimi Hendrix, John F. Kennedy, le Dalaï-Lama, Martin Luther King Jr, Jimmy Carter et Ahmadou Hampaté Bâ.*

### **C. Obstacles à la Paix**

Les groupes de discussions organisés, à travers le Mali, ont fait le constat suivant :

- L’existence de fortes tensions dans la cohabitation intra/inter communautaire et l’effritement de la confiance dans les institutions de régulation;

- Une compétition accrue autour des ressources et des opportunités économiques avec un sentiment d'exclusion de la propriété foncière au profit des élites, le recrutement dans l'armée par affinités ou sur paiement de bakchichs, le délitement de la confiance dans les Institutions;
- Une mauvaise gouvernance de l'accès aux services publics avec comme conséquences la corruption, l'incivisme, les inégalités entre favorisés et exclus, entre centres et périphéries, la perception de favoritisme...;
- Les faiblesses de la décentralisation et ses défis, tels que le déficit d'internalisation du processus, les limites dans le transfert des compétences et des ressources, les conflits de compétences et autres luttes d'influences (entre collectivités, représentants de l'État, et institutions traditionnelles), autant de choses amenant une réflexion vers la régionalisation.

#### *D. Pistes de solutions préliminaires*

Les pistes de solutions s'articuleront autour des défis suivants:

- La gestion de la diversité socio-politique et de la crise des valeurs sociétales;
- La compétition autour des ressources et des opportunités socio-économiques;
- Les mécanismes de gestion et résolutions des conflits locaux et des rébellions armées.

Ces défis sont liés respectivement aux priorités suivantes:

- Effritement des valeurs sociétales posant la nécessité de la re-définition d'un cadre de vivre ensemble harmonieux, des règles de vie commune, des valeurs partagées;

- Limitations d'accès à l'emploi pour les jeunes nécessitant une réflexion et des actions pour une meilleure employabilité de la jeunesse et des recrutements plus équitables ;
- Défaillances dans la gestion des affaires publiques posant le problème d'une gestion publique transparente, équitable et légitime ;
- Insécurité chronique requérant le rétablissement de la confiance entre les populations, l'armée et les forces de sécurité.



# Chapitre V

## **UNE GOUVERNANCE POLITIQUE, ÉCONOMIQUE, SOCIALE, SÉCURITAIRE ET DE DÉFENSE NOUVELLE**

Les recommandations non exhaustives suivantes (à prioriser) devront retenir l'attention des autorités en matière de gouvernance, y compris pour la sécurité et la défense :

- Le retour et l'installation des réfugiés et déplacés internes ;
- Le déploiement d'une assistance humanitaire d'urgence ;
- L'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie globale et sectorielle de communication en relation, avec la mise en œuvre de l'Accord ;
- La préparation minutieuse de la Conférence d'Entente Nationale prévue par les Accords ;
- Le respect strict de la loi martiale dans les cas de désertion des forces armées et de sécurité avérée ;
- La sortie progressive des officiers de l'Armée et des Forces de sécurité des tâches politico-administratives ;

- L'érection de camps militaires appropriés en dehors des villes et amélioration des conditions de travail et de vie des soldats;
- L'équipement adéquat des Forces armées et de sécurité (moyens aériens et brigades d'intervention rapide, spécialistes de la guerre asymétrique);
- L'amélioration du fonctionnement de la protection civile (moyens matériels et humains, informatisation des opérations, etc.);
- La négociation et la mise en œuvre d'Accords de défense et de sécurité avec les pays du champ (échange de renseignements, état-major de Tamanrasset et Plans du G-5 Sahel activés);
- La récupération et la gestion par l'Armée nationale des bases de Taykaren et du Tighargar;
- Le désarmement et le redéploiement des milices armées (intégration dans des activités, civile ou militaire);
- Le développement du génie et de la médecine militaires, de la police et de la gendarmerie (formation, équipement, informatisation, etc.);
- La formation et l'opérationnalisation d'unités spéciales anti-terroristes et anti-drogues;
- L'analyse objective et approfondie des raisons des contre-performances répétées de l'Armée et des Forces de sécurité dans le Nord;
- Le renforcement de l'épine dorsale de l'Armée, basée sur l'ordre et la hiérarchie;
- L'amélioration du processus de recrutement des élèves officiers et sous-officiers, dans les académies militaires;

- La révision de la doctrine militaire, en fonction des menaces (topographie des lieux, trafics divers, terrorisme, nombre et longueur des frontières, etc.);
- L'analyse de la faisabilité de la conscription des jeunes (Service national des Jeunes revisité!);
- La mise au point de techniques endogènes psychologiques et pédagogiques, permettant de relever le moral des soldats;
- La poursuite de l'action diplomatique de mobilisation des partenaires pour la Paix;
- La mise en œuvre effective du processus de régionalisation (cerner le concept, définir son étendue, mobiliser les ressources requises, élaborer un Plan d'action);
- La révision du *modus operandi* des partis politiques (mode de financement des campagnes électorales et du régime politique);
- L'amélioration du taux de participation aux consultations nationales (municipales, législatives, présidentielle) pour asseoir la légitimité des élus (sensibilisation et éducation des militants, participation obligatoire aux votes, mode de scrutin?);
- La révision du système judiciaire (magistrats compétents, intègres, équipements adéquats, rémunérations correctes);
- La revitalisation de la presse nationale écrite, audio et audiovisuelle (autonomie, liberté, qualité);
- L'autorisation et le lancement dans le respect du cahier des charges de structures privées télévisuelles qui viendront enrichir le paysage (informations, loisirs, culture, éducation, sports, etc.);
- L'attention particulière prêtée à la jeunesse (près de 70 % de la population, cible préférée des terroristes et des trafiquants);

- L'élaboration d'un Plan d'action spécifique à la jeunesse et aux questions Genre (accès à l'emploi, plus de responsabilité, formation à la création de PME/PMI, aide de l'État et accès aux prêts bancaires, aux marchés publics, protection sociale minimum);
- La création et/ou le renforcement d'institutions de formation professionnelle bien équipées, bien staffées et disposant de programmes adaptés à la demande du marché pour soutenir le Plan d'action des jeunes;
- L'engagement du secteur privé national pour la création d'emplois (création d'un environnement favorable par l'État);
- La formalisation progressive de l'économie informelle (élection de représentants par branches, appui de l'État en matière de formation, de fiscalité, accès aux crédits, sous-traitances, etc.);
- L'emploi étant la résultante de toutes les politiques, le ministère qui en a la charge devra, pour être efficace, occuper un rang de choix dans le Gouvernement;
- L'élaboration et la mise en œuvre de programmes de formation à la citoyenneté pour les jeunes (hymne national, drapeau, respect du bien public, rétablissement des semaines sportives et culturelles, distribution de prix, etc.); la relance du rôle de la famille (transmission des valeurs par le discours et le comportement);
- La responsabilisation des leaders religieux (encadrement et armement moral et théologique des jeunes pour contrecarrer le lavage de cerveaux par les terroristes);
- Le lancement de recherches approfondies par les universitaires (fondamentales et appliquées);
- L'engagement dans un processus de réflexion sur les raisons du phénomène terroriste (exemple: frustrations entraînées par les

injustices et les humiliations ? chômage de masse et paupérisation ? globalisation injuste de l'économie ? combinaison de tous ces facteurs et d'autres ?);

- La nécessité d'une volonté politique affirmée pour l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie coordonnée de lutte contre la drogue par les pays producteurs, les pays de transit, les pays consommateurs et les agences Onusiennes de lutte contre les stupéfiants. Cette stratégie comprendrait, entre autres actions, une politique d'information, de sensibilisation et de communication visant les populations, familles et jeunes et concernant le trafic et l'usage de stupéfiants;
- La réactivation des mécanismes communautaires et traditionnels existants pour lancer le processus d'expression de la vérité, de reconnaissance des actes posés, de l'octroi du pardon et de la réparation;
- La revue du mode de fonctionnement des Institutions de la République, en vue de le rendre plus efficace et moins redondant;
- Le désenclavement intérieur et extérieur et le développement d'infrastructures de communication et de télécommunication, d'éducation et de santé dans les zones Nord Ouest, le plateau Dogon et les autres zones déficitaires;
- L'équipement de ces zones en systèmes de maîtrise de l'eau, en ressources humaines qualifiées et structures de formation en langues et cultures locales;
- L'audit des multiples unités étatiques de contrôle pour rationaliser leur *modus operandi*;
- L'actualisation et la mise en œuvre des conclusions et recommandations des États généraux (éducation, monde rural, presse et communication, corruption, crise du Nord et décentralisation);

- La mise en œuvre d'une nouvelle politique soutenue d'accroissement de la production et de la productivité de l'agriculture notamment vivrière (sécurité alimentaire, spéculations productives exigeant peu d'eau, etc.);
- Le lancement d'une nouvelle stratégie de maîtrise de l'eau (hydraulique rurale);
- La réorganisation de l'agriculture familiale, dont dépend la majorité du monde paysan (coopératives et groupements d'intérêts économiques exploités en commun et soutenus par l'État; régénération des valeurs de la famille traditionnelle);
- La programmation et la mise en œuvre d'une politique de transition énergétique (éoliennes, hydraulique, solaire et biomasse);
- Le développement d'industries de fabrication et/ou de montage de tracteurs, de camionnettes, de motoculteurs, de tuyaux, de charrues, etc.;
- Le lancement et/ou le développement d'industries de fabrication d'engrais (phosphates du Tilemsi);
- La création d'unités de fabrication de foyers améliorés (allègement travail ménager et réduction pollution de l'air);
- La maximisation du potentiel, notamment de création d'emplois du secteur stratégique de la communication et des technologies de l'information (développement de logiciels et *hardware*, de capacités de maintenance et de calcul);
- Le contrôle par l'État des secteurs stratégiques de l'économie (mines, énergie, foncier, télécommunications, grandes infrastructures, etc.);
- La création d'un environnement propice à l'éclosion d'un dense tissu de PME/PMI privées nationales (création de richesses et d'emplois);

- Le développement de capacités scientifiques nouvelles (environnement, assainissement, météorologie, changement climatique, etc.);
- L'implantation d'unités d'incinération d'ordures ménagères et de génération d'énergie électrique dans les grandes villes;
- La meilleure exploitation des capacités intellectuelles, financières, professionnelles et managériales de la diaspora malienne et des cadres retraités...

Ces solutions et recommandations pour être efficaces devront tenir compte des tendances suivantes :

- Sur le plan environnemental et celui de la disponibilité des ressources humaines et naturelles :
  - le réchauffement climatique;
  - l'accès à l'eau potable;
  - l'épuisement des réserves en énergie fossile (pétrole, gaz) et la problématique de la transition énergétique;
  - l'impact de la forte croissance démographique (les jeunes représentent une large proportion de la population générale).
- Sur le plan international et sous-régional :
  - la montée en puissance de l'intégration africaine régionale et sous régionale et son impact sur le développement des ensembles nationaux et les questions sécuritaires notamment;
  - l'impact des excès du capitalisme financier spéculateur non régulé sur le développement économique et social des pays;

- le risque de conflits et de replis identitaires entraînés par le mode de globalisation injuste que le monde connaît (mouvements terroristes à travers le monde);
- la problématique de l'émergence progressive d'un monde multipolaire;
- la nécessité de reformer le système des Nations Unies et de son Conseil de Sécurité.

Cette totale et nouvelle gouvernance proposée a un coût humain, matériel et financier qui devra être supporté à moyen et long termes par des prêts, l'aide internationale et l'exploitation efficace des énormes richesses minières du pays.

Elle serait impossible sans une rigueur dans le comportement professionnel du citoyen, particulièrement du cadre de service public ou toute autre personne investie d'une parcelle de l'autorité de l'État, sans un total respect de la chose publique, sans un dévouement à la Patrie.



# Chapitre VI

## CONCLUSION

La crise institutionnelle et sécuritaire que connaît le Mali depuis 2012 et les rébellions récurrentes du septentrion exigent une refondation totale de la gouvernance y compris des Forces armées et de sécurité.

Plusieurs options de sortie de crise sont possibles. Celle qui a été choisie au plan institutionnel et politique (régionalisation) devra faire l'objet d'une attention particulière pour sa mise en œuvre effective.

Une analyse scientifique des causes profondes et des relations sous-jacentes des crises cycliques et du terrorisme devra être à la base des solutions préconisées.

La Paix étant un état d'esprit, un comportement, il convient de créer un environnement favorable à son établissement et à sa pérennisation. Pour la défense de l'intégrité du territoire national et la sécurité des personnes et des biens, en plus des Forces armées et de sécurité, il faut promouvoir sans délai la collaboration par le biais de l'information pour mieux faire face à la guerre asymétrique, désormais imposée au pays, ainsi qu'aux trafics transfrontaliers (drogue, armes, personnes).

La MINUSMA devra être dotée d'un mandat plus robuste et des moyens d'action adéquats pour faire face à la nouvelle guerre, menée par les terroristes et aux risques qui en découlent.

Enfin la mise en œuvre diligente de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, doit demeurer une priorité.

**AMAFINU**  
**ASSOCIATION MALIENNE**  
**DES ANCIENS FONCTIONNAIRES INTERNATIONAUX DES NATIONS UNIES**  
E-mail: [amafinu@gmail.com](mailto:amafinu@gmail.com) • Site web : [www.amafinu.com](http://www.amafinu.com)